

Le Courriel d'information

n°253 – Vendredi 13 Juillet 2001.

ORGANISONS LES ALTERNATIVES

Dans ce numéro

Genova – Connaissez vos droits

Connaissez Vos Droits: Imprimez ceci et prenez le avec vous

Aux manifestants qui forment le projet d'aller au Sommet du G8 à Gênes en juillet 2001

Certaines personnes qui essayaient d'aller au Sommet de Nice en décembre 2000 ont été bloquées à la frontière, tout particulièrement entre la France et l'Italie, ce qui les a empêché de voyager. Le Gouvernement italien a notifié qu'il allait renforcer la sécurité en place pour le Sommet du G8. Cette note est faite pour ceux qui veulent aller à Gênes et qui veulent savoir:
(a)ce que sont leurs droits;
(b) qui contacter s'ils sont à la frontière;
(c)qui contacter s'ils sont arrêtés à la frontière ou en Italie.



L'imposition de contrôles frontaliers en raison des accords de Schengen n'affecte pas les droits dont vous disposez de par la loi Communautaire. Ne soyez pas dupés.

Si vous êtes un citoyen de l' Union européenne vous avez le droit de vous déplacer librement en Italie toutes les fois que vous le souhaitez. Ce droit vous vient d'une part de l'Article 18 du Traité de la CE, et concerne vos droits en tant que citoyen de l'Union; d'autre part de l'Article 49 du Traité de la CE en tant que consommateur de services en Italie.

Les autorités peuvent uniquement interférer avec ce droit de circulation(cad vous stopper lorsque vous traversez la frontière) s'ils justifient leurs actions en accord avec le Droit Communautaire (comme le signale la Directive 64/ 221). Si vous traversez une frontière de l' Union pour aller en Italie sachez que :

1. La police des frontières n'a pas le droit de vous demander pourquoi vous traversez la frontière (décision de la Cour Européenne de Justice: Commission versus Hollande 1992);
2. La police des frontières n'a pas le droit de vous bloquer dans votre voyage sauf si le responsable peut justifier ceci sur le fait que vous représentez une menace à l'ordre public, la sécurité publique ou la santé publique (Directive 64/ 221);
3. La police des frontières peut uniquement vous arrêter sur cette base de l'ordre public et de la sécurité publique si elle se fonde sur vos activités personnelles- la décision est illégale si elle est fondée sur un désordre général (article 3 Directive 64/ 221);
4. Une compagnie privée, une société de chemin de fer nationale ou un autre transporteur doit aussi respecter votre droit à la libre circulation; une compagnie ferroviaire qui bloque le train ou une compagnie d'autobus qui refuse de vous emmener commet un acte illégal à moins qu'elle ne puisse justifier son action sur la base de la Directive;
5. Les autorités italiennes ne peuvent pas vous expulser sans vous donner une notice écrite précisant pourquoi vous êtes expulsés et quelles sont les possibilités d'appel contre la décision (Articles 8& 9 Directive 64/ 221).

Vos Solutions:
si vous êtes bloqués à la frontière et que vous avez besoin de conseils juridiques rapides et gratuits, the European Community Advisory Service, une organisation non gouvernementale installée à Bruxelles a ouvert une hotline que vous puissiez obtenir des conseils immédiats. ECAS est liée avec d'autres organisations non gouvernementales dans les Etats membres qui vous aideront et vous fourniront des conseils gratuits et une assistance juridique.
Cette hotline et les liens avec les ONG dans les différents pays ont été mis en place pour vous aider à exercer votre droit de manifester. Nous vous renseignerons sur vos droits, et si c'est possible nous entrerons en contact avec les autorités sur votre part pour essayer d'obtenir que vous soyez admis en Italie ou pour contester votre expulsion. Si ce n'est pas possible, et si nous le pouvons, nous relèverons votre cas et demanderons pour vous une indemnisation contre l'État qui a enfreint vos droits.

Que faire:
téléphoner (que vous soyez anglais, français, espagnol, italien et allemand) au :
00 32 2 548 04 94- la hotline d'ECAS où un avocat vous aidera gratuitement et immédiatement. Il y a bien plus d'une ligne. Si vous avez besoin d'aide supplémentaire et/ ou si vous voulez commencer une action en justice nous vous mettrons en contact avec une association nationale d'avocats qui pourra vous aider gratuitement.

Soyez prêt:
donnez nous au téléphone votre nom et nationalité; une adresse ou un numéro de téléphone; où êtes vous; une courte description de ce qui est passé: [cad] où vous avez commencé votre voyage, le mode de transport, qui vous a bloqué; ce qui vous avez été dit par le fonctionnaire ou l'entreprise de transport. Si vous ne pouvez pas appeler, envoyez une email ou un texto à ecas@ecas.org

Ce que nous ferons:
nous vous recommanderons immédiatement sur ce qu'il faut faire immédiatement, ce que sont vos droits, sur la probabilité d'une solution rapide. Nous prendrons contact avec une organisation non gouvernementale nationale afin qu'elle puisse vous contacter aussitôt que possible pour vous aider sur le plan national et en connaissant le droit en vigueur dans l'Union.

Quelles langues: nous avons des personnes prêtes à vous aider en anglais, français, allemand et italien.

Ce message provient d'une alliance d'associations des avocats progressistes qui à travers l'Europe travaillent ensemble pour protéger le droit de manifester en Europe.



Genova – Le huitième G

Par Carine Clément

Expédition génoise

Le pari est presque gagné. Une cinquantaine de militants russes et ukrainiens s'apprêtent à se rendre au contre-sommet de Gênes, du 17 au 21 juillet. C'est la première fois qu'une délégation d'une telle importance (pour l'Est de l'Europe) participera à un rassemblement du mouvement anti-mondialisation, reflet de la sensibilisation croissante des militants russes à la question. Cela traduit une prise de conscience que leurs problèmes ne leur sont pas spécifiques et qu'ils sont liés à des processus plus généraux que les seules récession et régression sociale touchant les pays de la CEI.

La composition de la délégation frappe par la variété des organisations représentées ainsi que par la représentativité des participants. En effet, ne participent au voyage que des militants effectuant un travail réel dans leur sphère d'activité et agissant à la base, au contact avec les problèmes quotidiens de la population. Ainsi une douzaine d'ouvriers militants syndicaux font partie de la délégation. La majorité des participants n'ont jamais mis les pieds en Occident. C'est la Russie d'en bas, la Russie tenue au silence qui se rend aux manifestations de Gênes, pour protester d'une même voix contre le pouvoir exclusif et autoritaire de V.Poutine, pour démontrer l'existence d'une autre Russie, prête à s'ouvrir à tous les autres mouvements populaires opposés aux diktats des dirigeants de grandes puissances.

La majorité des délégués proviennent des syndicats, et notamment:

- "Sotsprof" : 6 personnes (dont le président de la Fédération, Sergueï Khramov): syndicat alternatif, à la pointe du combat contre la réforme libérale du code du travail.

- "Zachtchita": 4 personnes, syndicat alternatif fortement ancré à gauche, initiateur de la bataille pour un code du travail progressiste.

- Syndicats d'entreprise appartenant à la FNPR, la principale fédération syndicale. Il s'agit de représentants de syndicats en opposition à la politique de compromis de leur direction, notamment ceux du combinat d'imprimerie couleur de Saint-Pétersbourg, d'usines automobiles de la région de Iaroslavl...

- "Edinstvo": syndicat alternatif de l'usine automobile AvtoVaz de Toliatti

- Comité des conseils ouvriers de Russie

- Confédération Sibérienne du Travail (Omsk): de tendance anarcho-syndicaliste

- Syndicats étudiants

- Syndicat ouvrier "Solidarnost" (Kazakhstan)

Les autres participants appartiennent à différents regroupements associatifs:

- Organisation d'information et de sensibilisation à la question des femmes: Forum Indépendant des Femmes

- Organisations de défense des droits des citoyens: campagne pour le maintien de la gratuité des communications téléphoniques locales, campagne pour la défense des droits sociaux et citoyens (coordinateur de la lutte liée à la réforme du code du travail), campagne pour la paix en Tchétchénie et le respect des droits citoyens en Russie, comités locaux de défense citoyenne, association de défense des droits de l'enfance

- Organisations de réflexion et de sensibilisation sur les problèmes de la mondialisation, de la démocratie ouvrière ou socialiste: ATTAC Russie, Association des chercheurs pour la démocratie et le socialisme.

Malgré les problèmes de distance difficiles à surmonter, de nombreuses régions sont représentées: Moscou et Saint-Pétersbourg, mais également Toliatti, Iaroslavl, Samara, Astrakhan, Omsk, Voronej, Penza, Kiev (Ukraine), Minsk (Biélorussie), Kazakhstan.

Etant donnée cette dispersion géographique, la préparation pratique du voyage a viré au numéro d'équilibriste, pour rassembler les passeports et autres documents à temps, transmettre l'information, coordonner les activités. Trois jeunes de Moscou ont mené ce travail de coordination, avec le soutien logistique de "Zachtchita" (fournissant bureau et autres moyens grâce à son député, O.Shein). Des réunions de préparation pratique et politique ont été organisées dans la plupart des villes, avec une prime à l'inventivité pour Saint-Pétersbourg. Les Moscovites ont plutôt été submergés par les problèmes de formulaires à remplir, de visas à préparer, d'opérations diplomatiques auprès des ambassades, de location de l'autobus et de



réservation des billets de train. A ce sujet, les obstacles rencontrés à cette étape de la préparation n'ont fait que renforcer la détermination des participants, expérimentant sur eux la fermeture de l'Europe de Shengen. L'Autriche, heureusement, nous a ouvert ses portes, grâce à une invitation du parti socialiste de gauche. Mais la surprise est provenue de la politique de fermeture des frontières des pays voisins d'Europe de l'Est. Dans la perspective de s'intégrer à l'Europe de Shengen, tous ont instauré un régime de visa pour leurs voisins ukrainiens et russes, y compris lorsqu'il s'agit d'un transit. Et, pour démontrer avec plus de force leur appartenance au monde "occidental", les ambassades de Slovaquie, et surtout de Hongrie, requièrent des sommes énormes pour l'obtention du visa de transit (l'ambassade de Hongrie exige 80$ pour un visa de transit double-entrée, soit trois fois plus que le visa autrichien, le coût total aurait dépassé le prix de la location de l'autobus!). La délégation s'est donc reportée sur la Slovaquie, moins âpre au gain. Le trajet final sera donc le suivant: Moscou – Kiev (en train) – Slovaquie – Autriche (où l'on retrouvera des camarades autrichiens) – Italie. Il ne reste plus qu'à tester l'accueil des douaniers...

Le financement provient pour la plus grande partie d'ATTAC France et Belgique (merci à tous les donateurs). Le reste est fourni par les participants eux-mêmes ou leurs organisations (il s'agit du train jusqu'à Kiev et de la nourriture). Et ce n'est pas une moindre contribution si l'on tient compte du salaire de certains des participants ainsi que des distances à parcourir (pour venir de la Sibérie ou du Sud de la Russie). Nous comptons minimiser au maximum les coûts de nouriture en aménageant un stock de survie. Beaucoup partent avec des tentes.

Quant aux aspects plus politiques de la préparation, beaucoup reste à discuter en commun (les trois jours de bus nous en laisseront tout le loisir). Les drapeaux, emblèmes, foulards de reconnaissance sont déjà prévus mais il faut encore se mettre d'accord sur les principaux slogans et les stratégies d'occupation de rue. A ce sujet, les pratiques habituelles du mouvement anti-mondialisation dérangent les traditions de militantisme en Russie (où les meetings et manifestations prennent un air plutôt convenu, voire bureaucratique). Mais le message est passé et les habitudes vont certainement être surmontées, l'enthousiasme et la détermination aidant.

Dès à présent, un accord se dessine pour mettre en avant les trois principales lignes de réflexion, de revendications et d'actions suivantes:

- La défense des droits des salariés et des syndicats, contre l'assaut du capitalisme libéral et la violation massive de ces droits dans la pratique, par l'Etat en premier lieu, puis par les chefs d'entreprise, en particulier les Transnationales.

- La guerre en Tchétchénie: ses victimes, ses enjeux, son lien avec la mondialisation. Un slogan est susceptible de faire l'unanimité: "la paix en Tchétchénie, des droits citoyens pour tous".

- Les femmes dans la mondialisation capitaliste: touchées en premier lieu par la pauvreté et le déni de droits, acteurs principaux de la survie au quotidien et de la société civile.

- Les obstacles opposés par le pouvoir au développement des associations et autres organisations militantes.

La délégation étant constituée de militants forts divers par leur expérience, leur connaissance du problème de la mondialisation, leurs orientations politiques, leurs centres d'intérêt, la formulation de ces thèmes peut encore évoluer. En trois jours de bus, les débats auront le temps de se nouer...

Conférence de presse de la délégation russe à Gênes. La conférence aura lieu Mardi 17 à 20h au bureau d'Attac à Gênes.
Adresse : 10b Piazza Palermo Téléphone 338.48.48.268
CONTACTS
Carine + 7.902.160.54.76
Florent + 33.6.61.66.99.92
Laurent + 39.333.90.92.567

Carine Clément. Groupe-est@attac.org

Genova – Petite chronique

Par Laurent Jésover

Alors que les différentes organisations du Genoa Social Forum se mettent d'accord sur leur présence non-violente dans la rue et sur le déroulé des différentes journées, les autorités italiennes finissent la semaine par la démonstration, une nouvelle fois, de leur mauvaise volonté quand ce n'est pas de leur courte vue.

Nous déplorons d'abord que les parents de notre camarade Florino Iantorno, représentant d'ATTAC Italie auprès du GSF, ait dû accueillir la police à 06h ce matin pour une perquisition. Inutile de dire que celle-ci n'a rien donné. Et pour cause, il n'est pas question de fabriquer une bombe dans la cuisine, un missile dans les toilettes où de cacher une arme dans sa chambre. A moins que les tracts, les numéros de téléphone soient un délit, les policiers sont entrés sans réelle raison.

D'autre part nous avons appris qu'un autrichien s'était fait refouler à la frontière. D'après la dépêche de http://hns.samizdat.net/ : « Aujourd'hui, 11 juillet, à la frontière de Chiasso/Brodega, un militant autrichien et trois allemands ont été bloqués alors qu'ils voyageaient à bord d'une voiture. L'autrichien apparaissait dans une fantasmagorique liste d'indésirables et il s'est vu apposer un timbre sur son passeport et recevoir un document du Ministère de l'Intérieur italien, département police des frontières, qui affirmait qu'il était refoulé car "trouvé dans les conditions prévues par l'art. 4 alinéa 6 de la loi n° 40/98". Il n'a reçu aucune réponse à sa demande relative à la nature de la liste... Source/auteur : C.S.O.A Il Mulino. Mis en ligne le mercredi 11 juillet 2001 »

Il ne faut pas verser dans la paranoïa. Néanmoins il semble clair que la tactique de la police italienne est bien d'irriter et de provoquer. Il faudrait pourtant que les fins stratèges qui sont à sa tête commencent réellement à évaluer les conséquences de leurs actions. Le climat de suspicion et de défiance qui s'installe est peu propice à l'organisation et à l'accueil de dizaines de milliers de personnes dans une semaine. A moins que, quelque chose de plus machiavélique soit à l'œuvre de leur côté. Les cibles visées, évidemment, ne sont pas celles qui peuvent troubler l'ordre public en provoquant des violences, or soit la police est vraiment mal renseignée soit elle tente d'atteindre un autre but. Mais en ce cas c'est sans compter sur notre capacité à informer. En ce sens l'importance des médias alternatifs en particulier n'est plus à démontrer.

A Gênes du reste, rue Batisti, un centre médias est entrain d'être installé, afin de donner la possibilité de communiquer à tous les médias écrits, vidéos ou radios qui agissent en particulier par l'intermédiaire du réseau Internet. Ce soir, les tentes du centre de convergence commencent, elles aussi, à être installées sur le parking en bas de la grande avenue qui part de la gare de Brignole et qui va vers la mer. Ce centre jouxte le quartier général des forces de l'ordre. On ne peut pas être à la fois plus ouvert et marquer par la topographie notre volonté d'user de nos droits simplement.

Si la police ne peut pas les garantir, nous aviserons. En attendant nous continuons de nous coordonner. Ainsi une réunion fleuve qui dura jusqu'à 07h du matin a permis de mettre les choses au point sur la journée du 20 et du 21.

Le 20 débutera pas un rassemblement unitaire et un défilé tous ensemble à partir du centre de convergence vers la gare de Brignole. Là, sur la place Verdi, une action commune aura lieu. A la suite de quoi le cortège se partagera les points de rassemblements pré-définis pour y agir comme il l'a prévu. Sur le sud de la zone rouge à cet endroit, diverses places (piazza) seront occupées par des organisations ou des groupes affinitaires en fonction de leur mode d'action. ATTAC sera normalement sur la piazza Dante et comme nous l'avions indiqué utilisera les airs. Les Cobas, Tutte Bianche et Giovani Communisti iront au début de l'avenue du 20 septembre (un peu les Champs Elysées de Gênes ou la 5ième Avenue comme on voudra.) pour y « pousser » les limite de la zone rouge. Au nord-ouest divers groupes agiront autour des grilles et barrières en les décorant pour en détourner l'aspect « mur de Berlin » et en organisant des « die-in » devant les points d'entrée, autant de Check Point Charlie. A l'ouest un cortège syndical se dirigera vers la zone rouge lui aussi. On parle pour ce jour-là, de 20 000 personnes présentes, peut-être plus.

Les mouvements les plus « actifs » dans la rue ont pris la décision de n'utiliser aucun objet pouvant endommager le mobilier urbain, la ville ou blesser les personnes. Plus encore, les fameux Tutte Bianche reconnaissables par leur combinaison blanche lors des manifestations, pourraient y renoncer afin de ne pas se démarquer et exprimer leur unité avec le reste des mouvements, notre unité.

Sur le même thème la journée du 21, celle de la manifestation où plus de cent mille personnes sont attendues, se terminerait par des actions communes sur le lieu de fin en solidarité et évidemment en fonction de ce qui ce sera passé la veille.

Il ne s'agit donc pas de s'affoler mais bien de continuer à s'organiser et à se coordonner. Les premières actions de la police donnent le ton sur



leur incapacité voulue ou non à garantir les droits de toutes et tous les citoyen(ne)s. Nos premières actions démontrent au contraire notre pouvoir d'agir ensemble et de créer ensemble non pas cet autre monde, mais en tous les cas les propositions qui y amèneront sans doute et notre capacité à les affirmer.

Laurent Jésover
Rédacteur journal@attac.org
Pour plus d'informations sur les différentes journées et sur ce qui se passe à Gênes, des photos même déjà : http://attac.org/genes2001
Si vous lisez ou déchiffrez l'italien nous vous conseillons le site www.carta.org où vous trouverez entre autre le communiqué de presse du GSF à propos de la perquisition chez Fiorino.

Genova – Le G7 et la dette

L'annulation de la dette multilatérale est incontournable

A l'occasion du Sommet des Chefs d'Etats du G7 de Gênes qui se tiendra du 20 au 22 juillet prochain, les associations et syndicats français réunis au sein de la plate-forme « Dette & Développement » expriment leur inquiétude face au problème persistant de la dette des pays du Sud.

Les allégements de dette aujourd'hui envisagés ne réduisent les remboursements que de 27% en moyenne et cette réduction ne serait plus que de 14% à l'horizon 2007 – 2009 : dans ces conditions aucune véritable stratégie de lutte contre la pauvreté et les inégalités ne peut être mise en œuvre.

Alors que la France et les pays du G7 ont annoncé une annulation de près de 100% de leurs créances sur les 23 pays actuellement sélectionnés, le FMI et la Banque mondiale se refusent à aller au-delà de 40% d'allégement. Les organisations de la plate-forme s'interrogent donc sur la réelle stratégie de la France et de ses partenaires du G7 : souhaite-t-on libérer des fonds pour le développement ou simplement consolider les créances du FMI et de la Banque mondiale ?

C'est pourquoi elles demandent à la France et aux autres pays du G7, en tant que principaux actionnaires du FMI et de la Banque mondiale, de se prononcer en faveur d'une annulation de la dette multilatérale, mesure incontournable pour que ces pays puissent sortir durablement du surendettement.

Elles rappellent également que de nombreux pays pauvres, tel Haïti, sont encore exclus de l'initiative, comme Haïti et proposent la mise en place d'une instance internationale d'arbitrage pour permettre aux pays débiteurs de défendre leurs intérêts en toute équité.

Contact presse : Véronique de La Martinière (CCFD) - Tel : 01 44 82 80 64 - E-mail : v.delamartiniere@ccfd.asso.fr

Contact à Gênes : Alex de La Forest-Divonne, Secrétaire de la plate-forme – Tel : + 33 6 62 51 11 81

Le G7 de Gênes et la dette

Eléments d'information recueillis à partir d'un entretien avec Alex de La Forest-Divonne[1] Secrétaire de la plate-forme Dette & Développement

Introduction

- Le Sommet du G7 de Gênes est l'occasion pour nous d'exprimer un certain nombre de nos préoccupations en particulier en ce qui concerne la dette des pays pauvres et l'action des Institutions financières internationales

- Une campagne s'est mise en place depuis plusieurs années sur ce thème et un large mouvement de l'opinion publique, au Nord comme au Sud a permis de collecter pour l'année 2000 plus de 24 millions de signatures.[2]

- En France, afin de continuer notre action, nous avons mis en place la plate-forme Dette & Développement. Cette plate-forme, qui regroupe une vingtaine d'associations et de syndicats, vise à promouvoir par l'information et l'action une solution large, juste et durable au problème de la dette des pays du Sud[3].

Le processus d'allégement de dette

- La première action de notre plate-forme consiste évidemment à suivre le processus d'allégement de dette en cours. Cela n'est pas vain car sans une grande vigilance les risques d'échec du processus d'allégement actuel sont énormes.

- La France a été un acteur important de la mise en place de ce processus d'allégement de la dette, notamment au travers de l'initiative PPTE mais également par des mesures bilatérales d'allégements supplémentaires.

- Nous nous félicitons de la conjonction de toutes les bonnes volontés qui ont permis de démarrer ce processus d'allégements de dette. Mais il faudra encore fournir beaucoup d'efforts dans les années à venir.

- Les montants d'allégements annoncés sont significatifs : près de 100 milliards de dollars. Cependant au fur et à mesure de leur mise en œuvre la déception grandit.

- En effet la crainte est grande aujourd'hui que l'initiative PPTE actuelle ne se limite en réalité qu'à une opération d'assainissement comptable.

- En soit cela peut sembler plutôt positif tant pour le débiteur que pour le créancier. Mais annuler ce qui, de toute façon, n'aurait jamais été remboursé n'est que preuve de bon sens économique, pas de solidarité.

- La France en allant au-delà de l'initiative PPTE fait un geste de significatif qui prend en compte les besoins des pays pauvres, cependant notre préoccupation tient aujourd'hui à l'attitude du FMI et de la Banque mondiale.

Des signaux inquiétants nous parviennent :

- Le FMI et la Banque mondiale annoncent qu'au terme du processus PPTE, les 2/3 du stock de la dette seront annulés.

- Cependant le FMI admet également que les allégements du service la dette ne dépassent pas 1/3 en moyenne. (27% pour les 23 premiers pays).

- Or ce sont justement ces allégements effectifs du service la dette qui permettront de libérer des fonds en faveur du développement.

- A partir de 2006 les remboursements des pays bénéficiaires devraient repartir à la hausse

- Et l'allégement ne serait plus que de 14% à l'horizon 2007-2009 selon certaines études.

- Les 17 pays africains sélectionnés continueront toujours à payer plus pour le remboursement de la dette que pour leurs dépenses de santé.

L'insoutenabilité de la dette

- Cette situation risque de compromettre la sortie du surendettement des pays pauvres très endettés. Ces pays pourraient retomber d'ici 5 ou 6 ans dans un niveau de dette insoutenable.

- Les calculs de soutenabilité de la dette effectués par le FMI et la Banque mondiale se basent sur des projections des taux de croissance et d'évolution des exportations pour les années à venir qui nous paraissent totalement irréalistes : les IFI prévoient par exemple une croissance par habitant annuelle de 6% sur les 15 prochaines années alors que celle-ci a été négative ces 25 dernières années.

Le FMI et la Banque mondiale en première ligne

- La France et les autres pays du G7 se sont engagés à annuler près de 100% de leurs créances.

- Le FMI et la Banque mondiale se limitent à un effort de 40% en moyenne.

- Après les allégements de dette, le FMI et la Banque mondiale détiendront autant de créances sur les PPTE que les 17 plus grands créanciers bilatéraux réunis.

- La crainte est grande de voir l'effort bilatéral servir, directement ou indirectement, le remboursement des créances multilatérales.

La France et les autres pays du G7, actionnaires des IFI

- Pourquoi la France, qui procède à des annulations complémentaires au niveau bilatéral, ne prend-t-elle pas la même position au sein des IFI ?

- Sans un effort des IFI équivalent à l'effort bilatéral, l'espoir d'une sortie durable du surendettement pour les PPTE paraît peu probable.

- Nous pressons la France et les autres pays du G7 de prendre acte à Gênes de l'insuffisance de l'initiative PPTE, et d'assumer leur responsabilité au sein des IFI afin que ces institutions acceptent de mettre en place un mécanisme durable de désendettement pour les pays pauvres.

Une instance d'arbitrage internationale

- Une fois considérée l'urgence de mesures d'annulation de dette pour les pays pauvres, nous sommes convaincus que la mise en place d'un système d'arbitrage neutre entre les créanciers et les débiteurs, notamment pour les pays à revenu intermédiaire, est une solution incontournable.



- Nous insistons notamment sur le caractère historique de l'accumulation de la dette et sur la responsabilité partagée entre créanciers et débiteurs dans la situation de surrendettement actuelle.

- Nous considérons que les créanciers en refusant jusqu'à ce jour la mise en place d'un système de règlement juste et équitable du problème de la dette portent une responsabilité importante sur les décennies de développement perdues et leurs conséquences sur les plus pauvres.

- Le problème de la dette concerne par ailleurs la plus-part des pays du Sud, ce n'est donc pas uniquement un problème des pays les plus pauvres.

- La faiblesse des solutions proposées aujourd'hui ne dépend pas tant de tel ou tel plan (initiative PPTE ou autre) mais bien de la manière dont sont définis ces programmes successifs.

- La caractéristique principale des relations entre créanciers et débiteurs au plan international tient à leur inégalité flagrante : les créanciers sont à la fois juges et parties, décidant eux-même de la « soutenabilité » de la dette et décidant de ce que les débiteurs devraient faire pour pouvoir rembourser leur dette.

- Face à cette injustice nous proposons de sortir du système du Club de Paris et des conditions d'ajustement structurel définies par les créanciers pour les créanciers.

- Nous proposons que soit étudiée la possibilité d'une instance internationale d'arbitrage. Cette instance telle que la présentent plusieurs juristes internationaux, pourrait être placée sous l'égide des Nations Unies.

- Le principe d'une telle instance pourrait être que chaque partie nomme 2 membres qui se mettent d'accord sur un 5ème reconnu pour ses compétences. Le groupe ainsi formé pourrait tenter d'équilibrer à la fois les demandes de créanciers et des débiteurs.

- Les soutiens clairs à cette initiative se multiplient au sein des Nations Unies : le Secrétaire Général des Nations Unies et la CNUCED font des propositions dans ce sens.

- Il n'est pas souhaitable que les IFI continuent de jouer un rôle central en terme d'allégements de dette étant donnés les résultats de leur action et leur parti pris dans la question en tant qu'institutions créancières.

- Pour les pays à revenu intermédiaire comme le Brésil, le Mexique ou l'Argentine, un tel système permettrait d'intégrer les créanciers privés à une négociation globale à laquelle ils échappent aujourd'hui largement.

- L'assainissement de la situation de l'endettement pour l'ensemble des pays en développement pourrait d'ailleurs favoriser la prévention de crises financières internationales.

- Un tel système devrait conduire selon nous à évaluer la question de la légitimité d'une créance au regard des changements de régimes ou de l'implication des créanciers dans des activités frauduleuses.

- Au final un tel système pourrait être un élément essentiel dans la construction du droit international, contribuant ainsi au respect des droits humains fondamentaux.

---

[1] Alex de La Forest-Divonne est chargé de programme sur l'économie solidaire et le financement du développement au Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD).

[2] Voir les « Nouvelle de la Dette » n°5

[3] Voir le « Document de Référence » de la plate-forme Dette & Développement

Plus d'informations : http://www.dette2000.org/

Genova – Etape cruciale

Par Christophe Aguiton

Gênes, une étape cruciale, en Italie, en Europe et dans le monde, pour les mouvements de lutte contre la "mondialisation libérale"

Tout indique que Gênes sera la plus importante mobilisation jamais organisée contre la "mondialisation libérale". Plus de 10 000 manifestants sont attendus en provenance des pays européens, avec de fortes délégations britanniques, espagnoles, allemandes, grecques et françaises. Quant aux militants italiens du GSF, le Genoa Social Forum, la structure unitaire qui rassemblent des associations, partis, ONG et syndicats, ils pensent rassembler plus de 100 000 personnes pour la journée du samedi 21



juillet qui sera le point culminant des manifestations.

Jamais une initiative n'a été précédée d'une telle pression médiatique. Depuis des semaines, les grands journaux italiens consacrent des pages entières à la préparation des manifestations et la presse européenne est en train de lui emboîter le pas. Cette pression s'explique par la tension liée aux manifestations de Göteborg où la police a tiré à balle réelle, mais aussi à l'ampleur que prennent désormais les mobilisations, et cela dans tous les pays du monde.

Dans le débat public c'est la mobilisation qui l'emporte désormais sur les rencontres de chefs d'états. C'était le cas pour la presse, mais cela prime également dans les interventions des responsables de gouvernement ou d'institutions internationales. Avant Gênes on a ainsi vu Mickael More, directeur général de l'OMC et Hubert Védrine, ministre français des affaires étrangères, expliquer une fois de plus que les "manifestants se trompaient de cible", les institutions en cause étant censées "réguler la mondialisation", et surtout qu'il faudrait que les mouvements opposés à la mondialisation libérale se dotent d'un "code de bonne conduite" en excluant les éléments violents, ce qui permettrait, en échange, la mise en place de lieux et d'espace de concertations qui associeraient ces mouvements aux négociations internationales.

Pour comprendre ce qui va se jouer à Gênes, il faut séparer, même si le tout est intimement lié, ce qui relève des problématiques italiennes des enjeux européens et mondiaux.

En Italie, la manifestation de Gênes sera un pas très important dans la construction du mouvement opposé à la mondialisation libérale mais aussi la première grande mobilisation anti-Berlusconi.

Comme dans tous les pays où un sommet international a été organisé, celui-ci a permis le lancement ou le renforcement du mouvement de protestation. Partout, et c'est une preuve tout à fait positive de l'enracinement local des mouvements, la très grande majorité des manifestants venaient des pays dans lesquels les sommets étaient organisés. Cela a été le cas à Québec en avril ou à Göteborg en juin et cela sera le cas à Gênes où les italiens - un pays où ATTAC vient de se créer avec un succès important - représenteront 80 à 90% des manifestants.

Sur le plan de la politique intérieure, l'élection de Berlusconi s'explique, plus que par une progression de la droite, par le rejet massif de la politique du gouvernement de centre gauche qui appliquait les recettes néolibérales et qui a donc déçu les milieux populaires et tout ce que l'Italie compte de forces militantes. Près de 10% des voix se sont portées sur des forces qui, à gauche, apparaissaient en rupture avec cette politique.

Berlusconi et le nouveau gouvernement symbolisent le pouvoir de l'argent - le chef du gouvernement possède la 14ème fortune du monde et il contrôle le premier groupe privé de l'audiovisuel italien - et est formé des groupes les plus réactionnaires d'Italie. L'Alliance nationale, parti d'origine fasciste est le premier allié du parti de Berlusconi, Forza Italia et la Ligue du Nord, raciste et populiste fait partie de la coalition. Une des première mesure prise par le gouvernement vise à flexibiliser encore le marché du travail, donc à accroître la précarité. Pour la gauche italienne et le mouvement social, qui était en pleine recomposition ces dernières années, il s'agira d'imposer un coup d'arrêt à cette politique et de faire un pas de plus dans un processus de mobilisation unitaire qui s'est déjà engagé : les syndicats de métallurgistes ont ainsi réuni, fin juin, 300 000 personnes dans une manifestation de refus des plans gouvernementaux.

Gênes sera également une étape pour la coordination des mouvements à l'échelle européenne. Ce continent connaît, comme beaucoup d'autres régions du monde, une re mobilisation sociale et militante, mais celle-ci est encore parcellisée et éclatée.

La diversité des réalités politiques et sociales entre les différents pays explique pour une bonne part cet éparpillement. Si l'Europe a été le berceau du syndicalisme et de nombreux mouvements, ceux-ci se sont modelés, au fil d'une histoire longue et fragmentée, dans des cadres nationaux très différenciés. La construction de l'Union européenne n'a pas permis, jusqu'à présent, de rapprochements substantiels. Ainsi, la reprise des luttes sociales, comme la grève générale des services publics en France en décembre 1995, et des mouvements opposés à la mondialisation libérale, Jubilee 2000 en Grande-Bretagne ou ATTAC en France, se sont, dans une première étape, développés dans des cadres nationaux.

La période récente marque cependant une évolution. En 1997, les "marches européennes



contre le chômage, la précarité et les exclusions" ont parcouru toute l'Europe et se sont conclues par une manifestation, à Amsterdam, de plus de 30 000 personnes. Ce réseau s'appuyait sur les associations de chômeurs de différents pays et a profité de la mobilisation en soutien à la première grève à impact européen, celle des ouvriers de Renault Vilvorde, en Belgique, qui luttaient contre la fermeture de leur usine. Encouragé par ce succès, et craignant peut être d'être dépassé par sa gauche, la Confédération européenne des syndicats se lançait, elle aussi, dans des mobilisations européennes, à Luxembourg fin 1997, puis à Porto et à Nice en 2000.

Seattle et la montée des mobilisations internationales a eu également un effet positif en Europe en facilitant le développement de nombreuses structures militantes, coalitions pour l'annulation de la dette des pays du tiers-monde, ATTAC, ou structures nationales comme le "Movimiento de Resistancia Global" dans l'État espagnol. Cologne en 1999, Prague en septembre 2000 puis Nice en décembre de la même année ont permis à ces réseaux de se mobiliser ensemble et de profiter de l'émergence d'un mouvement qui se renforce partout, comme l'ont montré les manifestations de Göteborg et de Barcelone qui ont réuni chacune, en juin 2001, près de 20 000 personnes.

Il reste un problème important qui n'est pas réglé : l'implication du syndicalisme dans ces mouvements. Dans de nombreux pays du Sud, mais aussi en Amérique du Nord, les syndicats participent aux mobilisations et aux rencontres, de Seattle à Porto Alegre et s'allient, même s'ils restent des débats et des divergences, aux autres mouvements militants. Nous n'en sommes pas là en Europe. A Prague, les jeunes formaient l'essentiel des manifestants et à Nice la CES a tenu à faire cortège à part et à ne pas se mêler aux manifestants opposés à la mondialisation libérale. L'ampleur du mouvement fait cependant bouger les choses. À Gênes les trois grands syndicats italiens ne seront pas aux manifestations où on retrouvera les syndicats les plus radicaux et militants : les SUD français, les Cobas italiens ainsi que la FIOM, les métallurgistes de la CGIL, le principal syndicat du pays, la CGT anarcho-syndicaliste d'Espagne et d'importants syndicats grecs. Mais à Barcelone, en juin, l'UGT et les CCO, les deux principaux syndicats, étaient présents à la manifestation qui a obligé la Banque mondiale à annuler la conférence qu'elle avait prévue de tenir dans cette ville. C'est peut-être là l'amorce d'un tournant plus général des grands syndicats européens !

Dernier enjeu, celui de la construction du mouvement à l'échelle mondiale.

Le forum qui sera organisé du 15 au 22 juillet sera important et il permettra à des dizaines de milliers de militants venant du monde entier de se retrouver et de discuter des alternatives nécessaires et de la situation des mouvements dans les différents continents.

Mais ce n'est pas à Gênes que se discuteront les prochaines initiatives de mobilisations ni des étapes dans la construction du mouvement international. Il y a des cadres spécifiques, comme celui qui mobilise pour novembre de cette année, au moment où, à Qatar, se réunira l'assemblée générale de l'OMC ; il y a surtout Porto Alegre, où les mouvements sociaux et les campagnes se retrouveront. Gênes sera une étape importante pour analyser les stratégies des grands pays, dans ce qui fait fonction de "gouvernement du monde", et ce sera surtout un moment très important pour les campagnes qui, dans le monde entier, mobilisent pour l'annulation de la dette des pays du tiers-monde.

La réunion du G-8 traitera la situation économique mondiale où les Américains demandent aux Européens de baisser leurs taux d'intérêts pour faciliter la reprise économique. Le G-8 discutera aussi, comme les ministres des finances des grands pays ont commencé à le faire à Rome, les 7 et 8 juillet, de la réduction de la pauvreté. En fait, les grands pays veulent éviter d'aborder de front le problème de la dette en donnant la priorité des services de base que sont la santé et l'éducation. Pour cela, et en suivant l'esprit des recommandations du rapport que le congrès des Etats-Unis avait confié à Melzer, les ministres des finances demandent aux banques de développement (la Banque mondiale et les banques régionales de développement) de laisser au secteur privé les infrastructures telles que les télécommunications et les transports et de se concentrer sur des aides à la santé et l'éducation. Derrière une formule qui peut sembler alléchante - donner la priorité aux aides directes plus qu'à des prêts dont les remboursements augmentent la dépendance des pays du Sud - il ne s'agit que de la poursuite de la politique néolibérale qui laisse au privé l'essentiel des activités. Et, surtout, il s'agit de traiter le moins possible du problème de la dette qui est une des



revendications majeures des manifestants qui seront à Gênes les 1ç, 20 et 21 juillet.

Le problème de la dette qui sera au coeur des discussions entre les différentes coalitions qui seront à Gênes : Jubilee Sud qui regroupe les coalisations de nombreux pays du tiers-monde, Drop the Debt en Grande-Bretagne, CADTM, etc.

Christophe Aguiton. Responsable du groupe international ATTAC France attacint@attac.org

Brèves d'OMC

Par omc.marseille@attac.org

A - Réunion de hauts responsables à l'OMC pour la préparation de l'agenda : (25-26 Juin)

S.Harbinson et M.Moore sont toujours en train de tenter de créer un consensus autour d'un certain nombre de sujets en vue d'élaborer un projet de déclaration ministérielle qui serait assez réaliste pour nourrir la discussion au Sommet de Doha. Ils attendent un large accord d'ici fin juillet. Mais le chef de la délégation de l'UE estime cet espoir "irréaliste" et ce point de vue semble partager par un certain nombre de délégations qui ne s'attendent pas à des modifications d'ici septembre ou Octobre. Harbinson dit qu'il a remarqué un changement de ton, mais rien de bien concret et noté que les délégations doivent maintenant du stade des consultations à celui des négociations.

Parallèlement, le Quad (Canada, USA, UE, Japon) a tenu une réunion privée de 2 jours. La déclaration des USA semblerait montrer un rapprochement US vers la position de l'UE, qui insiste pour que le round incorpore toute une série de sujets dont la concurrence et les investissements mentionnés par les USA alors que Washington a traditionnellement montré un certain scepticisme à discuter ces sujets dans le cadre d'un nouveau round.

L'Inde, le Pakistan et l'Egypte ont réitéré leurs positions traditionnelles en présentant des déclarations sans concession en faveur de l'application des accords passés et contre de nouvelles négociations. Le Pakistan a indiqué que le BIT fournissait le lieu de discussion approprié sur la dimension sociale de la mondialisation et ne veut pas discuter du rapport commerce/emplois au sein de l'OMC..

B - Accord USA-Brésil sur leur différend sur les Droits de Propriété Intellectuelle (PI) :

Les USA ont annoncé le retrait de leur plainte contre les droits de PI du Brésil. Dans le communiqué conjoint, les USA, pour la première fois, ont reconnu le lien entre la loi brésilienne sur les droits de PI et son combat contre le Sida. Cette décision intervient au moment de la discussion sur l'accès aux médicaments par le Conseil des Adpics (accords sur la PI) de l'OMC.

Les USA ont retiré leur plainte portant sur l'incompatibilité de la loi brésilienne avec l'Accord Adpics. De son coté, le Brésil est d'accord pour tenir des discussions préalables avec les USA au cas où il apparaîtrait nécessaire de faire appel aux licences obligatoires (selon l'Art.68 du Brésil attaqué par les USA). Le Brésil n'a pourtant pris aucun engagement pour se conformer aux décisions US en cas de désaccord entre les 2 pays sur les licences obligatoires. Les 2 parties ont souligné que l'accord a été atteint "sans préjudice des interprétations différentes entre Brésil et USA sur la validité de l'Art.68 avec l'Accord Adpics"

Cet accord, selon les Brésiliens, pourrait permettre au pays de se focaliser sur d'autres problèmes importants concernant les dispositions Adpics et la santé publique; certains pays espèrent que cela débouchera sur une déclaration à la prochaine Conférence de Doha. Le Brésil estime que plutôt que de représenter une évolution dans la position US sur l'Adpics, leur décision est plutôt le résultat de la pression publique, l'affaire devenant un handicap politique pour les USA.

La décision a été saluée par différentes ONG qui avaient critiqué la position US à ce sujet. Oxfam prédit que la pression sur les laboratoires pharmaceutiques et les gouvernements pour modifier la "rigidité des règles sur les brevets internationaux" continuera à s'exercer. MSF a reconnu que l'Art.68 stimulera la R&D et les capacités locales de production; il craint toutefois une tendance à traiter ces sujets au niveau bilatéral plutôt que multilatéral.

C - Le BIT prend l'initiative des discussions sur le commerce et l'emploi :

Après 7 ans d'hésitation, le BIT a accepté de prendre la tête des discussions multilatérales sur la dimension sociale de la mondialisation; certains pensent que cela réduira la pression de l'OMC sur ce sujet.

Le représentant de l'UE a déclaré que si le rapport du BIT est correctement élaboré "nous n'aurons aucune raison particulière de discuter



de ce sujet dans le cadre du nouveau round de négociation à l'OMC".

Plusieurs diplomates des PED ont salué le plan du BIT à condition que les normes sociales ne soient pas employées comme prétexte à protectionnisme. (adresse du délégué cubain au nom du G77 et Chine)

Pour sa part, le Brésil pense que les discussions devraient aussi porter sur les conséquences du protectionnisme commercial et des flux financiers transfrontières sur l'emploi et le développement social.

D - Les USA ne se sont pas conformés aux recommandations de la Chambre d'Appel de l'ORD au sujet de ses FSC (non imposition partielle des bénéfices des entreprises US établies off-shore)

Il s'agit d'un rapport intermédiaire et donc gardé confidentiel jusqu'à sa publication mi-août. D'ici là les USA ont l'intention de poursuivre de façon identique les régimes fiscaux européens. La décision de l'ORD peut contribuer à une dégradation dans les efforts mutuels des 2 partenaires pour que ce problème ne porte pas atteinte à leur position commune en vue du lancement d'un nouveau round. De plus, il risque d'envenimer les discussions commerciales entre USA et UE au prochain G8 de Gênes.

E - Rejet d'une mesure anti-dumping mexicaine contre les USA :

Cette mesure est jugée non conforme aux accords anti-dumping de l'OMC, le Mexique n'ayant pas démontré que ce produit de dumping US menaçait son industrie locale.

F - Sommet andin : Suivant le Sommet du Mercosur qui a abouti à un accord au terme duquel les 4 pays ont décidé d'abaisser leur tarif extérieur, la 13° rencontre présidentielle de la Communauté des Nations Andines s'est tenue au Venezuela en vue de la préparation à l'intégration dans l'ALEA prévu pour 2.005. Hugo Chavez du Venezuela a condamné la mondialisation et le néo-libéralisme les considérant comme les "sentiers conduisant à l'enfer". Ce commentaire n'a pas reçu le soutien des autres chefs d'Etat qui ont demandé plus d'échanges commerciaux entre la Communauté , les USA et l'UE. Des progrès auraient été réalisés dans les négociations entre la Communauté et le Mercosur.

G - Les Caraïbes discutent de la perte de leurs quotas de bananes

Cette perte de quota garanti, qui prendra effet à compter de 2006, est une conséquence de la résolution du différend entre les USA, l'UE et plusieurs pays d'Amérique Latine. Les bananes des Caraïbes, plus chères que celles produites par les plantations d'Amérique Centrale plus importantes, ne représentent que 1 % de la production mondiale mais sont essentielles à l'économie de ces pays.

H - Recul canadien sur la révision du Chapitre 11 de l'Alena :

Ce chapitre permet aux investisseurs étrangers de s'opposer à des décisions prises dans l'intérêt public d'un Etat. Il semble aujourd'hui peu probable que le Canada soutienne une interprétation plus étroite de ce Chapitre alors que le Premier canadien, Jean Chretien, a déclaré que ces règles entre Etat et investisseurs fonctionnaient "raisonnablement bien". En outre la position des USA pour maintenir le Chapitre 11 en l'Etat rend sa réforme improbable.

I - Le TABC s'oppose à un accord sur les "équivalences" portant sur les inspections alimentaires :

L'organisation transatlantique de consommateurs a exprimé ce point de vue dans une lettre adressée au Président de la Commission du Codex.. Le Comité du Codex sur l'inspection alimentaire et les systèmes de certification avait recommandé l'accélération des procédures d'approbation. Les accords d'équivalence sont des mécanismes de libéralisation commerciale mis en avant par l'Accord de l'OMC sur les Mesure Sanitaires et Phytosanitaires permettant de déclarer "équivalents" aux règles nationales différents systèmes de régulation et normes d'autres pays.

J - L'UE obtient davantage de concessions commerciales de la Chine :

Elles portent sur l'accès des Sociétés européennes au marché chinois des assurances et à son système de distribution de détail. L'UE y a obtenu des conditions d'accès au marché plus favorables et l'accord finalisé confirme le droit pour les Européens de choisir librement leurs partenaires lors de leur entrée dans des joint-ventures sur le marché chinois



H - La Société Civile demande à l'UE de retirer sa proposition pour le lancement d'un nouveau round :.

Le 13 Juin, plus de 60 organisations de la Société civile appartenant à 25 pays à l'échelle mondiale ont lancé cette demande à l'UE. Elles lui demandent à la place de conduire la révision et l'amendement du système commercial international actuel. Elles ont critiqué l'agenda présenté par l'UE en raison de l'intérêt insuffisant que celle-ci porte aux conséquences sociales, économiques et environnementales du commerce international, jugées en contradiction avec les objectifs mêmes de développement durable et de droits humains de l'UE. Elles lui ont demandé avec insistance de soutenir un "système commercial démocratique, équitable et durable en harmonie avec les économies locales et régionales"

Groupe de travail « Traités internationaux ». omc.marseille@attac.org

Droits bafoués au Brésil

VIOLENCE ET EMPRISONNEMENTS LORS DES EXPLUSIONS DE TERRE DANS L'ETAT DU PARA

Le premier semestre de 2001, est marqué dans l'état du Parà par un fort niveau de violence dans les zones rurales. Les trois derniers mois, 119 travailleurs ruraux ont été mis en prison ; un travailleur a été assassiné ; des dizaines d'expulsion de terres ont été faites sous l'égide de la violence policière, et 5 leaders ont été menacés de mort. Ce climat de terreur s'est intensifié avec l'occupation de la Fazenda grillonnée « Chão de Estrela » appartenant de façon illégale au sénateur Jader Barbalho.

Ces trois derniers mois, plus de 2 500 familles ont été expulsé, ce qui donne, plus ou moins 10 000 travailleurs et travailleuses rurales, enfants, jeunes, adultes et vieillards, qui ont été victimes de l'action violente de la police civile et militaire. A Aurora do Parà (Nordeste du Parà) et à Bannach (Sud du Parà), les témoignages des travailleurs sans terre donnent des explications sur la truculence et la violence de la police civile et militaire. Humiliation, insultes verbales, allant jusqu'à certaines accusations, dont les travailleurs sont victimes lors des expulsions. « Les policiers nous traitent comme des animaux » - déclare une travailleuse sans terre, de Aurora do Parà.

Pendant que des centaines de travailleurs sans terre sont victimes de l'intensification de la violence qui s'intensifie en zone rurale, le Gouvernement Fédéral, avec le support des données de l'INCRA, commémore la fausse diminution des conflits pour la possession de terre. Si l'on observe les données de l'INCRA, à peine 1 travailleur a été assassiné en zone rural cet année, alors que la CPT Nationale compte au minimum 10 assassinats et environ 170 conflits dans les campagnes, sur l'ensemble du Brésil.

Dans tous ces évènements la manœuvre politique du Gouvernement Fédéral et d'Etat apparaît comme évidente, ils cherchent à neutraliser et isoler les organisations paysannes, principalement le MST. Il y a donc, une action articulée entre la Justice et le pouvoir exécutif qui culmine avec la persécution et l'emprisonnement politique de leaders paysans au Brésil. Dans l'état du Parà il est toujours plus habituel d'expulser, ensuite d'emprisonner, voir d'aller jusqu'à des morts.

Les organisations paysannes et les entités d'appui à la Réforme Agraire (CPT, Càritas, CJP) appellent à la Justice et la paix dans les campagnes. Nous n'acceptons pas, que nos frères paysans continuent à être victime de l'incompétence de l'Etat qui refuse de réaliser la distribution juste des terres, et la connivence du Pouvoir Judiciaire et de l'INCRA.

Ce qui nous préoccupe est la connivence avec le Latifundio (la grande propriété). La plus grande partie des terres desquelles des centaines de familles ont été expulsé est, soit grillonnée, soit l'INCRA a déclaré cette zone improductive et est en voie d'expulsion.

Nous exigeons donc la fin de la violence, des emprisonnements et des expulsions. Les travailleurs désirent vivrent et produire contribuant à la construction d'un Brésil différent, d'un Etat plus juste et solidaire, un milieu rural avec Justice et Paix.

Nous exigeons la Réforme Agraire maintenant !
Belèm, le 9 juillet 2001.

Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre
Commission Pastorale de la Terre – CPT Parà/Amapà
Càritas Brésil Nord 2
Commission Justice et Paix de la CNBB.